

# Abonnement à des périodiques au titre à titre

## Cahier des clauses particulières (CCP)











Consultation n° 25085S

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	15
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	18
9. FIN DU CONTRAT .....	19

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Abonnement à des périodiques au titre à titre
	Acheteur	Université Claude Bernard Lyon 1
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Rhône (69)
	Délai	12 mois renouvelable
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

L'objet du marché porte sur l'acquisition d'abonnements au titre à titre à des ressources continues françaises ou étrangères, sous format papier, numérique ou couplé (papier et numérique).

Plus précisément, il concerne l'ensemble des disciplines couvertes par les domaines d'enseignement et de recherche de l'Université Claude Bernard Lyon 1 (soit les sciences, techniques, [sport](#), médecine, pharmacie, odontologie et domaines connexes, ainsi que l'actualité, la culture générale, les sciences humaines et l'éducation).

Sont exclues du marché :

- Les publications incluses dans des bouquets négociés au niveau national ou régional
- La fourniture de numéros isolés de périodiques ou de fascicules en antiquariat

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

**Service Commun de la documentation**  
**Domaine de la Doua**  
**20 avenue Gaston Berger BP 72215**  
**69622 VILLEURBANNE CEDEX**

#### ■ Contexte du marché :

L'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) par ses effectifs, son budget et le nombre de ses laboratoires de recherche, représente le principal établissement d'enseignement supérieur de la région Auvergne Rhône-Alpes. Elle figure dans les cinq premières universités françaises par les effectifs. Elle accueille plus de 47 000 étudiants, et 4 600 personnels.

L'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) est membre fondateur de la Communauté d'Universités et d'Etablissements de Lyon et membre du consortium Couperin qui négocie auprès des fournisseurs les tarifs et conditions d'accès aux publications numériques.

Le Service Commun de la Documentation et les composantes de l'Université, ont d'une part leurs abonnements ou acquisitions propres, et d'autre part des abonnements ou acquisitions mutualisés. Ainsi, du fait de ce fonctionnement, les besoins suivants sont à considérer :

- un acheminement rapide et régulier des périodiques qui doivent arriver dans les meilleurs délais après leur parution
- un respect des délais de traitement et de mise en route des abonnements
- un accès rapide et permanent aux périodiques électroniques
- un suivi efficace des réclamations permettant de pallier au mieux les lacunes constatées dans la réception des fascicules ou de rétablir les accès aux collections électroniques
- un retour d'information régulier de la part du titulaire sur les commandes et réclamations en cours
- un catalogue régulièrement actualisé pour s'adapter à l'offre éditoriale

#### ■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- Les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- Les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- Les annexes financières ;
- Le cadre de réponse.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des autres pièces du marché.

**Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du ou des titulaires sont concernées par cette disposition.**

#### ■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La charte des achats responsables ;
- La charte de la diversité

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Claude Bernard Lyon 1**, représenté par Université Claude Bernard Lyon 1.

#### **Adresse et coordonnées :**

Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction des Achats

Bâtiment Julie Victoire Daubié  
43 boulevard du 11 novembre 1918  
69622 Villeurbanne Cedex  
Courriel : [achats@univ-lyon1.fr](mailto:achats@univ-lyon1.fr)

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en

cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. Un allotissement risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire - montant maximum 950 000 € HT pour la durée totale du marché en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

### 4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

---

#### 4.1. Prix du contrat

##### ■ Durée globale du contrat :

Le marché est conclu pour une période ferme d'un an à compter du 3 décembre 2025. Il peut être reconduit tacitement trois fois par période successive d'une année sans pouvoir excéder quatre (4) ans, sauf dénonciation de l'acheteur, formalisée par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un (1) mois avant l'échéance du renouvellement.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, si l'acheteur décide de reconduire le marché public, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Dans tous les cas, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité de l'accord cadre.

##### ■ Prolongations des délais :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

#### 5.1. Prix du contrat

##### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

### ■ **Forme des prix :**

Le titulaire certifie que les prix figurant sur les factures sont les prix publics officiels des éditeurs et qu'ils correspondent à la période d'abonnement souscrite par l'UCBL.

En cas d'existence d'une négociation menée au niveau régional ou national, notamment par le consortium Couperin, le titulaire est tenu d'appliquer strictement les conditions tarifaires issues de cet accord, sans surcoût ni modification unilatérale.

Certains titres auxquels l'acheteur public est abonné font l'objet de telles négociations nationales avec les éditeurs, notamment pour des publications de référence telles que *Science*, *BMJ*, *JAMA*, *PNAS*, etc. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des termes convenus dans ce cadre pour les titres concernés.

### ■ **Prix de règlement :**

Le prix définitif facturé sera composé de trois éléments ci-dessous énumérés :

Prix officiels des éditeurs (le cas échéant, prix négociés dans le cadre d'une négociation régionale ou nationale avec les éditeurs, notamment par le consortium Couperin), correspondant à la période d'abonnement souscrite par l'Université.

Rémunération : le titulaire fera apparaître le montant de sa rémunération pour service rendu sous forme d'un pourcentage fixe pour la durée du marché appliqué au prix public éditeur (le titulaire devra indiquer dans sa réponse le montant des frais de gestion sous forme d'un pourcentage fixe pour la durée du marché) ;

Remise : le titulaire fera apparaître le montant de la remise accordée sous la forme d'un pourcentage fixe appliqué sur le total : « prix public éditeur » ;

Dans tous les cas, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

Le fournisseur s'engage à appliquer le tarif éditeur issu de négociations locales ou nationales.

### ■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** la première année et sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse en accord avec les prix publics des éditeurs.

Le titulaire pourra transmettre sa demande de révision des prix au plus tard le 30 novembre. Cette demande devra être motivée et accompagnée des éléments justificatifs nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de valider la révision. En l'absence d'avenant signé, les prix en vigueur restent applicables.

### ■ **Modalités de variation des prix :**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

A partir de la deuxième année, les prix sont ajustables annuellement, en référence à l'évolution des prix éditeurs que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle sur lesquels seront appliquées la rémunération du titulaire et les remises accordées. Le titulaire adressera sa demande de révision de prix aux services et composantes de l'Université ainsi qu'au service de l'achat à l'adresse [achats@univ-lyon1.fr](mailto:achats@univ-lyon1.fr) au plus tard, le 30 novembre de l'année n-1, à défaut les prix seront maintenus.

Pour les abonnements dont le prix définitif ne serait pas connu, le titulaire du marché adressera en amont de sa demande de révision tarifaire, un devis détaillé des abonnements par ordre alphabétique des titres avec leur ISSN en indiquant les tarifs pour l'année en cours.

Chaque nouveau tarif accepté sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du présent marché. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Si le titulaire propose, de façon exceptionnelle et ponctuelle, à l'ensemble de sa clientèle, une prestation à un prix inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles (baisse brutale du barème, promotion générale d'un produit), l'Université devra pouvoir bénéficier de ces nouvelles conditions.

NB : En l'absence de révision de prix par le titulaire dans les délais prévus, le marché en cours reste valide jusqu'à communication d'un document exploitable, sans pénalités, ni rétroactivité des prix.

Aucun ajustement ne pourra être réclamé par le titulaire à l'échéance du marché pour des commandes déjà réalisées et payées.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ **Frais de douane :**

Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frais éventuellement applicables au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont réputés inclus dans les prix proposés. Le titulaire demeure seul redevable de ces charges.

Une attention particulière est portée aux frais de douane : leur règlement relève exclusivement de la responsabilité du titulaire. En aucun cas leur paiement ne pourra être exigé de l'acheteur.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

#### ■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

#### ■ **Clause de sauvegarde :**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, l'Université se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau barème ou tarif en cas d'augmentation d'un ou plusieurs prix unitaires de plus de 6% l'an.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

#### ■ **Remise des demandes de paiement :**

Université Claude Bernard Lyon 1  
43, Boulevard du 11 Novembre 1918  
Villeurbanne  
69622 VILLEURBANNE CEDEX  
Courriel : [dir.service.facturier@univ-lyon1.fr](mailto:dir.service.facturier@univ-lyon1.fr)

#### ■ **Délai de paiement :**

Le paiement des prestations s'effectue uniquement sur service fait. Cela signifie que le règlement n'interviendra qu'après constat, par l'acheteur, de la mise en place effective de l'abonnement, matérialisée par la réception du premier numéro pour les abonnements imprimés, ou par l'ouverture effective de l'accès en ligne pour les abonnements électroniques. Le délai de paiement est de 30 jours à l'issue du service fait, ce qui signifie que l'agence comptable dispose de 30 jours pour procéder au paiement une fois que la prestation est réalisée et validée.

Aucun paiement anticipé ne pourra être effectué avant la vérification de la bonne exécution du service.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le paiement des prestations est conditionné à la constatation du service fait par l'acheteur. S'agissant de la mise en place d'un abonnement à un titre de périodique, le service est réputé fait lorsque l'une des conditions suivantes est remplie, selon la nature du support :

- pour les abonnements papier : réception du premier numéro de la période d'abonnement souscrite,
- pour les abonnements électroniques : ouverture effective de l'accès en ligne aux contenus concernés.

L'acheteur procède à la vérification de la bonne exécution des prestations à l'issue de la période de service. Si aucune décision expresse (admission ou rejet) n'est notifiée au titulaire à l'issue de cette vérification, la prestation est réputée admise à la fin de ladite période.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respecte pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

#### ■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont celles ayant passé les commandes correspondantes. En effet, chaque service ayant passé une commande est responsable de vérifier la bonne réception et la conformité de la prestation associée.

### 6.2 Prestation attendue

#### ■ Prestation attendue :

La prestation comprend :

- la reprise de la gestion de la totalité des abonnements de l'UCBL
- la mise en service de nouveaux abonnements
- le suivi des réabonnements
- les avances de paiement par le prestataire aux éditeurs
- le suivi de commandes, relances et réclamations auprès des éditeurs

- l'acheminement des commandes aux adresses exactes indiquées dans les bons de commande
- la production à la demande, de tous états récapitulatifs et/ou statistiques relatifs au portefeuille d'abonnements

La liste des abonnements en vigueur à la date du présent marché est fournie sur la DPGF. Cette liste est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution du marché en fonction des besoins.

L'abonnement ou l'acquisition des ressources papier ou numériques se fait le plus souvent à l'année civile mais les commandes peuvent être passées tout au long de l'année par les services ou composantes sur simple devis, un nouveau BPU n'est pas obligatoire pour chaque demande. Dans ce cas, le titulaire s'engage à modifier la durée d'abonnement (année civile, année universitaire ou date à date).

L'Université disposera d'autant de numéros de compte client que nécessaire, avec accès personnalisé au site de gestion en ligne des abonnements du prestataire. Le titulaire devra être en mesure de fournir au SCD un listing complet de tous les numéros de compte client de l'Université.

Sont exclus du présent marché :

- les abonnements aux revues et/ou bases de données souscrites dans le cadre de groupements de commande (mis en place dans le cadre du consortium Couperin ou de la COMUE de Lyon-Saint-Etienne)
- les périodiques diffusés de manière exclusive par les éditeurs
- les périodiques à diffusion restreinte (association, à compte d'auteur, littérature grise) notamment les publications françaises et étrangères éditées par les sociétés savantes dont un enseignant-chercheur est membre et pour laquelle il obtient à ce titre un avantage (réduction) parfois compris dans sa cotisation annuelle à ladite société.

#### ■ Langues :

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### ■ Conditions de traitement et de suivi des commandes :

Pour le renouvellement des abonnements et leur mise à jour éventuelle, le titulaire du marché adressera, au minimum 3 mois avant la date de fin d'abonnement, à chaque émetteur de bons de commande, un devis détaillé des abonnements par ordre alphabétique des titres, indiquant les tarifs pour l'année N+1. Ce devis sera fourni en version numérique. Il pourra être transmis sur support papier pour certains titres à la demande de l'Université Lyon 1.

Les abonnements dont le prix pour l'année à servir ne serait pas encore connu, seront facturés au tarif de l'année en cours. Le devis précisera s'il s'agit du prix de la période d'abonnement souscrit ou du prix de référence de la précédente période.

Le devis précisera :

- 1 - la liste alphabétique des titres avec leur ISSN, le nom de l'éditeur, le format (papier, numérique ou papier et numérique) et la nationalité de l'éditeur ; la quantité (nombre d'abonnements souscrits)
- 2- le prix public éditeur en € HT
- 3- le montant de la rémunération du titulaire en € HT
- 4- La remise accordée en %
- 5 – Le taux de TVA en %
- 6 – Le prix total en € HT
- 7 – Le prix total en € TTC
- 8 – La période et les numéros couverts par l'abonnement

Lorsque l'Université renvoie au titulaire du marché l'état des renouvellements, elle doit recevoir en retour pour contrôle une liste de confirmation des modifications (renouvellements, annulations, changements d'adresse, changements de destinataire, etc.) avec la date de prise en charge de ces modifications dans un délai de 30 jours maximum.

En début d'année, les différents services et composantes enverront au titulaire du marché les bons de commande établis par taux de TVA et par compte. Le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

#### Nouveaux abonnements

Dans le cas des abonnements pris en cours d'année civile, il pourra être demandé au fournisseur de livrer tous les numéros de l'année en cours, s'ils sont disponibles chez l'éditeur. A défaut, la tarification sera ajustée pour correspondre à la durée d'abonnement.

#### Périodiques à parution retardée

Le SCD doit être informé par le fournisseur des retards de parution et de la disponibilité d'un titre de périodique.

#### Numéros spéciaux

Le fournisseur informera le client de la parution de numéros spéciaux non inclus dans l'abonnement.

## 6.2. Gestion des abonnements

### ■ Conditions générales :

Le titulaire du marché garantira impérativement la continuité des abonnements, s'il y a, du fait de la présente consultation, transfert des abonnements, d'un fournisseur à un autre. La liste des abonnements de périodiques est jointe en Annexe 1 du CCP.

Le titulaire du marché assurera la coordination des souscriptions auprès des différents éditeurs, assurera le suivi des abonnements et la gestion des réclamations.

Le titulaire fournit à chaque service émetteur de bons de commande les informations bibliographiques sur les titres en commande : évolution de la périodicité, de l'ISSN, du titre, cessation ou suspension temporaire de parution, etc. Il fournit impérativement le N° d'abonné. Ces informations sont transmises sous forme numérique au fur et à mesure de leur collecte par le titulaire.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire sera tenu de garantir la gestion et le suivi des abonnements de l'année en cours, même lorsque l'échéance est postérieure à la date de fin du marché.

### ■ Cessation de parution :

Le titulaire signale, dans les 5 jours ouvrés suivant la parution de l'information, tous les cas où le périodique cesse de paraître sous forme imprimée, qu'il continue ou non sous forme numérique payante ou gratuite, ainsi que tous les cas où les parutions numériques sont arrêtées.

### ■ Mise en service des ressources numériques :

Dans le cas d'une ressource numérique individuelle, le titulaire devra faire parvenir au destinataire de la ressource les login et mot de passe permettant l'accès au titre commandé.

En cas de délai d'ouverture d'accès ou de dysfonctionnement, le SCD ou le gestionnaire de la ressource numérique individuelle en avise le titulaire par mail ou téléphone. Le titulaire devra accuser réception de la réclamation immédiatement et prendre en charge la réclamation auprès du fournisseur jusqu'à l'aboutissement de la commande. Il fournira régulièrement un bilan des démarches faites auprès des éditeurs sous quelque forme que ce soit. Sur la durée de l'abonnement, toute interruption du service ou dysfonctionnement grave supérieur ou égal à 10 jours, prolongera d'autant la durée de l'abonnement ou donnera lieu à un avoir suivant le choix de l'acheteur ; elle pourra également donner lieu à des pénalités.

### ■ Fourniture défectueuse :

L'article jugé défectueux par l'Université lors de l'admission (pages manquantes, défaut de pagination, périodique abîmé, défaut d'impression ...) et/ou non conforme à la commande sera repris par le titulaire du marché, sans frais supplémentaires.

Si, pour des raisons de délai de livraison, l'Université estimait inutile la relance de la commande pour ce fascicule, la commande serait annulée et un avoir serait fourni.

Dans tous les autres cas, le fascicule devra être remplacé par le titulaire du marché dans un délai raisonnable en fonction de la périodicité de la publication du titre concerné (par exemple, 3 jours après la réclamation pour un hebdomadaire), sans frais supplémentaire.

#### ■ **Fourniture non servie :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les numéros manquants qui lui seront signalés par l'Université sans frais supplémentaire.

1. Lorsque l'abonnement a été correctement mis en place mais qu'un ou plusieurs numéros n'ont pas été délivrés, l'acheteur public pourra, après notification de la non-livraison, soit commander les fascicules manquants auprès d'un autre fournisseur aux frais exclusifs du titulaire, soit demander un avoir du ou des fascicules non fournis.
2. En cas de mise en place tardive de l'abonnement ayant pour conséquence l'absence de livraison des premiers numéros, ceux-ci étant épuisés chez l'éditeur, l'acheteur public pourra, après notification, soit se procurer les numéros manquants auprès d'un autre fournisseur aux frais du titulaire, soit exiger un avoir sur les fascicules non livrés.
3. Si l'abonnement n'a pas été mis en place conformément aux dispositions du marché, l'acheteur public pourra procéder à l'annulation de la commande, sans frais ni pénalités.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à répondre sous 3 jours ouvrés aux notifications de non-livraison et à fournir tous justificatifs demandés par l'acheteur public.

Si dans un délai d'1 mois suivant la première réclamation, le titulaire n'a pas pu satisfaire la livraison, l'Université est en droit d'exiger l'annulation de la commande, sans frais.

L'acheteur peut exiger le remboursement du fascicule sous forme d'avoir.

Dans ces conditions, si l'exemplaire réclamé n'est pas reçu, il est déclaré manquant. L'Université se réserve alors le droit de commander ce numéro auprès d'un autre fournisseur aux frais du titulaire, le titulaire ne remplissant pas ses obligations contractuelles.

#### ■ **Modalités de remboursement :**

Si le titulaire n'est pas en mesure d'effectuer le remplacement du numéro manquant (les abonnements doivent être alignés à l'année civile), il effectue un avoir pour les périodiques non fournis et les coupures d'accès aux ressources numériques supérieures ou égales à 10 jours, dans le mois suivant. La TVA sera également remboursée. La charge de la preuve incombe au titulaire.

Le titulaire fournira tous les 3 mois, ainsi que sur demande, un état des avoirs effectués et en cours auprès du service financier de l'Université et auprès de chaque service émetteur de bons de commande.

Les remboursements devront être faits sous forme d'avoir.

Un bilan annuel sera fait par le titulaire : il s'engage à éditer le 15 janvier de l'année N une liste de tous les numéros non servis à l'année N-1, qui seront convertibles en avoir s'ils ne sont pas reçus avant le 30 avril, et de ceux déjà convertis en avoir (avoir déjà fourni en application du paragraphe précédent).

Cependant, le service ou la composante se réserve le droit de ne pas exiger un avoir s'il préfère recevoir le fascicule manquant dans la limite des stocks du titulaire ou de l'éditeur.

Au cas où l'Université ferait ce choix, le(s) fascicule(s) manquant(s) devront être livrés sous 3 jours.

#### ■ **Délais de traitements et de livraison des commandes :**

Dans son cadre de réponse, le candidat indiquera ses délais pour :

- traiter un nouvel abonnement au format papier à réception du bon de commande (abonnements français, européens et hors Union Européenne)
- traiter un nouvel abonnement au format numérique (abonnements français, européens et hors Union Européenne)

- activer l'accès client chez l'éditeur pour un nouvel abonnement au format numérique (abonnements français, européens et hors Union Européenne)
- renouveler un abonnement au format papier (abonnements français, européens et hors Union Européenne)
- renouveler un abonnement au format numérique (abonnements français, européens et hors Union Européenne)
- activer l'accès client chez l'éditeur pour un renouvellement d'abonnement au format numérique (abonnements français, européens et hors Union Européenne)
- livrer des abonnements au format papier suivant la périodicité (quotidien, hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel, annuel) et le pays d'édition (France, Europe et hors Union Européenne)
- traiter les réclamations de l'UCBL.

#### ■ **Problème de livraison :**

En cas de livraison non conforme à la commande (erreur de référence, quantité, qualité, ou tout autre écart constaté), les frais de reprise, de retour et de réexpédition des produits seront intégralement à la charge du titulaire, sans que cela n'occasionne de surcoût pour l'acheteur ni de retard dans la prestation attendue.

### **6.3. Services associés aux prestations :**

#### ■ **Outil de gestion des abonnements en ligne :**

L'Université souhaite un outil de gestion en ligne et demande la création de comptes clients par utilisateurs devant permettre les recherches spécifiques pour chacun d'eux et d'un compte administrateur pour le SCD pour une vision globale des abonnements (extraction de statistiques, liste d'abonnements pour l'ensemble de l'UCBL...).

Le titulaire met à la disposition de chacun des services et composantes un accès à son outil de gestion en ligne, permettant aux gestionnaires de connaître en permanence l'état des abonnements et des diverses opérations menées.

Les services et composantes doivent pouvoir consulter sur cet outil :

- la liste des abonnements souscrits,
- les abonnements pris en cours d'année,
- les commandes au numéro,
- les réclamations et les démarches effectuées par le titulaire auprès des éditeurs,
- toute information relative à la gestion du portefeuille,
- un catalogue qui s'adapte à l'offre éditoriale (nouveau).

L'outil de gestion en ligne doit également permettre de générer des rapports exploitables correspondant à ces données.

L'Université souhaite valider la structure des données universitaires à insérer dans l'interface (numéro client, nom de l'abonné, adresse de l'abonné) afin que la structure soit "normalisée" et puisse permettre des exports Excel exploitables (notamment tableau croisé dynamique). Les points à vérifier seront précisés lors de la réunion de lancement à prévoir dans le mois suivant la notification.

Le titulaire s'engage à fournir un accès en ligne à la liste des abonnements qui sera obligatoirement téléchargeable dans des formats comme .csv, .xlsx, avec l'intégralité des informations financières et bibliographiques.

#### ■ **Assistance et formation**

Le fournisseur s'engage à fournir une assistance sous 24 heures à compter du premier signalement effectué par tous moyens par l'UCBL, en cas de défaillance de l'outil.

Le titulaire informera et formera les utilisateurs des comptes clients à l'utilisation de cet outil.

Il devra organiser dans le premier trimestre du marché une présentation de cet outil pour les administrateurs et utilisateurs.

En cours de marché, la formation ou mise à niveau pourra se faire à la demande de l'Université et suivant ses besoins par le titulaire y compris à distance (réunion téléphonique, visioconférence...).

Le titulaire assure l'assistance pour l'utilisation du site internet auprès des utilisateurs par le biais de la fourniture d'un guide qui sera transmis au démarrage du marché à tous les services ou composantes, ainsi que par téléphone, voire sur site si nécessaire.

#### ■ **Accès aux périodiques numériques**

Le fournisseur assurera le suivi des licences et l'activation des accès pour les périodiques papier accessibles également sous forme numérique et pour les périodiques numériques.

#### ■ **Statistiques**

Le titulaire devra être en mesure de produire, au minimum tous les 6 mois, ou ponctuellement à la demande de l'Université, des états récapitulatifs et/ou statistiques concernant les abonnements. Ils devront être transmis sur support informatique (fichier Excel). Ils feront apparaître les libellés en toutes lettres, les références codées, la quantité commandée, le centre financier acheteur, le montant, la période de référence.

#### ■ **Interlocuteur de l'Université**

Le titulaire affectera deux personnes parlant français comme interlocuteurs des services et composantes de l'Université qui assureront le suivi et l'exécution du marché (une personne dédiée et un suppléant). Dans son cadre de réponse le candidat indiquera leur nom, prénom, adresse e-mail, téléphone (non surtaxé), adresse et disponibilités.

Il est souhaité que les interlocuteurs désignés soient maintenus pendant toute la durée du marché, quelle que soit l'évolution de l'entreprise. Dans le cas où, exceptionnellement, le titulaire serait amené à remplacer temporairement ou définitivement les interlocuteurs désignés, il s'engage à les remplacer par une personne de mêmes qualités et compétences, et à avertir l'Université de ce changement.

Ces interlocuteurs devront être mandatés pour :

- préparer les devis,
- réceptionner et enregistrer les commandes,
- renseigner sur les titres de périodiques (prix, éditeurs, ...),
- régler les problèmes de réception et de facturation,
- envoyer les licences, le cas échéant, pour les périodiques numériques,
- répondre aux réclamations sur les conditions et modes d'accès des ressources numériques (numéro de référence éditeur, identifiant, mot de passe), etc.
- pouvoir à tout moment informer sur l'état des commandes (délai supplémentaire, problèmes particuliers, ...).

L'acheteur se réserve le droit de demander un changement d'interlocuteur le cas échéant ; le titulaire s'engage à répondre favorablement et rapidement à cette exigence.

## **6.4 Développement durable**

#### ■ **Clause environnementale :**

Dans le cadre du présent marché d'abonnement à des périodiques au titre à titre, le titulaire s'engage à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le titulaire reconnaît l'importance de réduire l'impact environnemental de ses services, y compris ceux liés à l'abonnement à des périodiques électroniques.

A ce titre, il s'engage, dans la mesure du possible, à limiter l'empreinte carbone associée à la production, à la diffusion et à la mise à disposition de périodiques au format papier comme numérique

## 6.5 Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1 Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2 Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8 LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <math>P = V \times R / 1000</math>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder ... % du montant total hors taxes du contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Retard dans la mise en place de l'abonnement	500 € HT par abonnement mis en place en retard sans que l'acheteur ait été prévenu
Indisponibilité de la plateforme de gestions des périodiques	En cas d'indisponibilité de la plateforme en dehors d'une maintenance, une pénalité sera facturée de 50 € HT par heure d'indisponibilité.

### 8.2 Autres stipulations

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le

titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> et <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon  
184 rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex  
Téléphone : 04 87 63 50 00  
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr  
Télécopie : 04 87 63 52 50  
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9 FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)